

9 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration du Président de la République à l'occasion de son déplacement dans le Tarn.

Emmanuel MACRON Bonjour Mesdames, Messieurs.

Je suis très heureux d'être parmi vous. Et après, je prendrai le temps de serrer les mains que je n'ai pas encore pu serrer. Avec Monsieur le ministre de l'Intérieur qui m'accompagne avec un parlementaire, Madame la députée que je salue et les parlementaires et élus du département. Plusieurs maires sont ici présents. Monsieur le maire, on veut d'abord vous remercier ainsi que notre préfet de nous accueillir dans la commune.

Monsieur le Maire
Avec plaisir.

Emmanuel MACRON

Je suis très heureux d'être parmi vous et je voudrais, je crois, que son épouse est là, je l'ai saluée il y a quelques instants en commençant avoir un mot pour rendre hommage à votre ancien maire, Claude LABRANQUE, décédé en décembre dernier. Cet ancien militaire de carrière était de ces hommes qui s'engagent pour leur commune. Élu conseiller municipal en 2008, puis maire de Puycelsi 6 ans plus tard, il a, je le sais, marqué cette commune et ses habitants par son action et par son courage jusqu'au dernier instant. En ayant le bonheur et le privilège d'être parmi vous aujourd'hui et avec l'accord de Monsieur le maire que je remercie pour son engagement maintenant, je voulais avoir un mot pour lui, pour lui rendre hommage. Et à travers lui, je veux rendre hommage à tous nos élus de la République : nos maires, nos équipes municipales, les conseillers qui sont là, à nos côtés et en particulier dans la ruralité, on le sait, ce sont des jours, des nuits qu'on consacre à l'action publique, de dévouement complet, de bénévolat. Et il faut toujours le rappeler, parce que beaucoup de nos compatriotes souvent l'oublie, et dans cette espèce de séparation qui s'est installée entre l'action publique et le reste de la vie de la société, je veux ici redire qu'une nation se tient aussi par celles et ceux qui s'engagent pour elle, qui donnent de leur temps, qui accomplissent une mission et pas simplement un travail pour que le bien commun puisse se faire. Donc je remercie vraiment tous nos élus de la République.

Si je tenais à venir sur ces belles terres du Tarn, que je suis heureux de fouler en tant que Président de la République, j'étais venu il y a un peu plus de 5 ans, à quelques kilomètres d'ici, mais comme candidat à l'époque, c'est d'abord pour justement soutenir aussi ceux qui s'engagent et nous protègent : nos forces de sécurité intérieure et en particulier nos gendarmes avec qui j'ai pu échanger ce matin à Gaillac avec les parlementaires, Madame la maire et notre ministre, comme le directeur général de la Gendarmerie nationale. Nos gendarmes, en effet, ne comptent ni leurs heures, ni leur engagement, ni leur courage pour faire reculer la délinquance. Grâce à leur action d'ailleurs, les résultats sont là. On a pu faire reculer en particulier les cambriolages et les vols. Mais on le voit bien, cette période de sortie de la COVID a fait remonter beaucoup de formes de violences : violences sur les personnes, ce que l'on appelle les violences intrafamiliales, qui sont souvent les violences faites contre les femmes dans notre société et dans la famille et les trafics de stupéfiants. Les défis sont là, nous les connaissons et nos gendarmes luttent pied à pied partout sur le territoire, comme nos policiers, pour les combattre. Et cet hommage, cette reconnaissance, je la rends ici, dans une région qui porte, encore, le souvenir du colonel Arnaud BELTRAME, tombé à Trèbes en 2018. Je n'oublie rien de ces moments que j'ai vécus avec vous, rien de cet engagement et de ce que cela représente encore pour tout notre pays, pour cette région, pour toute la gendarmerie nationale. Oui, nos gendarmes font preuve d'un professionnalisme, d'une exemplarité, d'une déontologie de chaque instant. C'est pourquoi, quand j'entends des voix qui s'élèvent, et dans ces périodes électorales, il est normal que des sensibilités s'expriment, que la vie démocratique vive, qu'on puisse exprimer des convictions différentes pour que les citoyens puissent faire leur choix. Mais il y a des choses que de là où je suis, je ne peux pas accepter, c'est qu'on insulte celles et ceux qui risquent leur vie pour protéger la nôtre.

Et donc oui, pour qu'une nation soit unie, et que la République soit debout, nous devons absolument défendre nos gendarmes comme nos policiers, et je voulais, aujourd'hui, avec vous, assurer les gendarmes du Tarn, mon colonel, mon général, et à travers eux, l'ensemble des forces de sécurité et intérieure de ma fidèle reconnaissance et de celle de toute la nation. Leur dire aussi la volonté du Gouvernement, ministre de l'Intérieur au premier chef et la mienne, de renforcer leurs moyens d'action durant les 5 années à venir, avec aussi une exigence de chaque instant, qui est normale, du respect des règles déontologiques et de l'engagement. Alors, cela s'illustrera de manière très concrète, dans un département comme le vôtre et une commune comme la vôtre monsieur le maire. Ici dans le Tarn, nous avons déjà, grâce à l'engagement de monsieur le préfet, réactiver la BAC de Castres qui va de 8 à 10 fonctionnaires de police. Nous avons décidé la construction d'un

nouveau commissariat à Carmaux, ce qui sera un engagement fort de l'Etat, plus de 2,5 millions d'euros. Merci, Monsieur le ministre, d'avoir porté ces projets.

Et pour ce qui est de notre gendarmerie, là où sur votre territoire, dans la période 2007-2017, 8 brigades avaient été fermées. Nous avons d'ores et déjà ces dernières années, pas simplement stabilisé, mais redonné des moyens. Nous allons créer 3 brigades de proximité dans les prochaines semaines, dont une se déploiera particulièrement dans le secteur des bastides, et donc dans cette commune de Puycelsi.

Il y aura une trentaine de gendarmes en plus sur le département, et il y aura surtout la poursuite du travail que nous voulons conduire avec notre gendarmerie pour mieux lutter contre toutes les formes de délinquance et, au fond, prévenir au plus près du terrain. Et donc, je le disais, avec de nouvelles brigades, de nouvelles installations immobilières, avec nos élus, qui vont être le fruit aussi d'une concertation, et le déploiement de ces brigades mobiles qui vont permettre de se projeter partout à travers le territoire, en particulier dans ces bastides si magnifiques, mais qui sont un vrai défi pour l'organisation de nos forces de sécurité et pour la lutte contre la délinquance, nous en parlions tout à l'heure avec nos viticulteurs quand on était à Gaillac. C'est à peu près les mêmes défis. En leur permettant d'être mieux équipés, mieux organisés et d'amener la sécurité au plus près de nos concitoyens et sur le terrain, avec des équipements nouveaux, avec plus de gendarmes, avec aussi grâce à la technologie contemporaine, les moyens d'identifier là où la délinquance se situe et de pouvoir mettre les amendes forfaitaires, mener les procédures et protéger au plus près du terrain. C'est trois brigades qui seront déployées, décidées complètement dans les prochaines semaines, et qui seront une réalité dans les prochains mois. C'est au cœur du programme que nous voulons pour la gendarmerie partout en France. 200 brigades de gendarmerie seront ainsi déployées. C'est le choix, l'engagement que j'ai pris au niveau national. Elles seront là pour garantir le droit à la vie tranquille de tous nos concitoyens vivants, en particulier dans les territoires ruraux et périurbains. Et conformément aux engagements pris durant la campagne présidentielle, ce déploiement de notre gendarmerie, participera de l'engagement que j'ai pris de doubler d'ici la fin de la décennie la présence de nos forces de l'ordre sur la voie publique, ce qui est une petite révolution. Doubler, c'est-à-dire mettre plus de policiers et de gendarmes sur le terrain au plus près de vous pour lutter contre la délinquance et la prévenir, permettre d'éradiquer ces violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes, permettre de lutter encore plus efficacement contre les trafics de stupéfiants qui sont au cœur de ces insécurités, et ceci, en le faisant, si je devais synthétiser le travail qui a été conduit par le ministre de l'Intérieur et qui sera porté devant le Parlement dans les mois qui viennent à travers une loi d'orientation. C'est d'abord doubler la réserve et permettre à nos policiers et nos gendarmes, d'avoir recours à des femmes et des hommes, nous en avons l'habitude avec nos pompiers, d'avoir recours à des femmes et des hommes réservistes pour leurs missions. Je sais que le colonel et le préfet ici ont décidé d'en mobiliser plusieurs et je les en remercie, qui sont là aujourd'hui et demain ils reposeront l'uniforme pour reprendre des habits civils. C'est ensuite permettre de rénover complètement les cycles horaires. Des négociations sont conduites par le ministre pour qu'il y ait plus de temps sur le terrain et une vraie réforme de l'encadrement.

C'est troisièmement, une vraie révolution du numérique pour permettre d'avoir moins de paperasse chez nos policiers, nos gendarmes comme nos magistrats, et d'être davantage sur le terrain et en action. Et puis, c'est une simplification profonde des procédures, de nos procédures administratives, de nos procédures pénales, des tâches indues pour que nos policiers, nos gendarmes soient à vos côtés, pour pouvoir là aussi prévenir et agir. C'est tout cela qui nous permettra de doubler cette présence de nos forces de sécurité. Cet engagement, nous allons l'accompagner pour parler de la sécurité du quotidien, un engagement en parallèle pour notre justice. Dans quelques jours me seront remis le fruit d'un travail que j'avais lancé sur les états généraux de la justice. Là aussi, nous devons conduire une révolution pour permettre à nos magistrats d'accompagner l'évolution de la délinquance et de pouvoir mieux faire leur travail, ce qui est leur souhait le plus profond, mais ils manquaient de moyens, les procédures étaient parfois trop lourdes et il y a aussi des réformes institutionnelles, organisationnelles à conduire pour la vie de notre démocratie. Mais au cœur de ces réformes que nous conduisons, il y aura aussi un engagement de la nation. Nous allons créer 8 500 postes de magistrats et d'auxiliaires de justice. Sur la partie régaliennne, sécurité et justice, voilà ce que je veux pouvoir conduire pour vous à vos côtés dans les années qui viennent : c'est la mise en œuvre du projet que j'ai défendu durant la campagne présidentielle et qui nécessite, comme le commandent nos institutions, une majorité forte et claire à l'Assemblée nationale, majorité qui doit refléter parfois des différences, mais qui doit permettre au pays que ce projet soit mis en œuvre. C'est pourquoi, en m'adressant aujourd'hui devant vous, en parlant d'abord de sécurité et en rendant hommage à l'engagement de nos élus, je veux alerter aussi les Françaises et les Français sur l'importance du choix qu'ils ont devant eux dès le 12 juin prochain. Si l'élection du Président de la République est cruciale, l'élection des députés est décisive. Et des équilibres qui se dessineront à l'Assemblée nationale, le Sénat, lui, ne bougeant pas, ayant déjà ses équilibres et sa majorité, et n'aura des évolutions que dans son propre cycle, mais des équilibres qui se dessineront à l'Assemblée nationale dépendent aussi le destin de la France et des vies quotidiennes de chacun. Les semaines qui viennent sont un instant grave que nous traversons et qui n'a rien à voir avec des temps ordinaires qui pourraient en quelque sorte justifier une forme d'indifférence, de relativisme, oserais-je dire d'aquabonisme, comme j'entends parfois. Parce que le moment que nous vivons est un moment crucial. Et ces derniers mois ont profondément accéléré les choses. Au fond, notre pays, notre société, vit un moment de grand désordre :

- Désordres géopolitiques avec le retour de la guerre en Europe qui est le réveil des empires. Depuis la guerre en Yougoslavie, notre continent n'avait plus connu la guerre, mais nous n'avons jamais connu une guerre de haute intensité sur notre sol, impliquant une puissance dotée de l'arme nucléaire. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec le choix fait par la Russie d'agresser l'Ukraine et son peuple. Désordre du vivant avec le retour des grandes pandémies, le recul de la biodiversité.
- Désordre climatique avec la multiplication des catastrophes naturelles. Et je parle là devant plusieurs d'entre vous qui ont sans doute eu à subir ces dernières années les conséquences directes de ces dérèglements et à nos agriculteurs à qui je veux rendre hommage, qui en vivent, eux, entrepreneurs du vivant à ciel ouvert, les conséquences concrètes chaque année, de la sécheresse, à la grêle et au gel. C'est pourquoi, d'ailleurs, nous avons mis en place un système d'assurance récolte inédit pour commencer à y répondre. Mais il faut poursuivre.
- Désordre social avec le retour de la violence. Désordre des valeurs avec l'affaiblissement des démocraties partout dans le monde occidental, sous le joug des manipulations de l'information, d'une remise en cause permanente de ce qu'est la vérité, même scientifique, nous l'avons tous vécu ensemble pendant la période de pandémie. Tout se passe comme si l'ordre dans lequel nous vivions, que tout cet ordre progressivement se délitait. C'est ce qui donne le sentiment à nos compatriotes de perdre le contrôle de leur vie, de leur quotidien et d'avoir ce sentiment de vulnérabilité, de fragilité, parfois de grande bascule.

Alors, je vais être clair avec vous. Face à ce contexte hanté par l'incertitude, les extrêmes, aujourd'hui, proposent d'ajouter la crise à la crise en revenant sur les grands choix historiques de notre Nation. Revenir sur les alliances qui comme l'OTAN assurent la sécurité collective et protègent les peuples, en proposant, de quelques extrêmes qu'il s'agisse, de mener des alliances, je dois le confier, quelque peu baroques dans le moment où je parle, avec la Russie qui massacre les civils en Ukraine. Remettre en cause l'Europe, elle, qui nous a protégé pendant la COVID. L'Europe, sans laquelle, nous n'aurions pas eu de vaccins, nous qui n'en produisons pas alors sur notre sol. Notre Europe, qui assure la paix dans cette partie du continent, qui contribue à nous protéger dans ce grand dérèglement. Les extrêmes proposent quoi ? Pour les uns, de ne plus appliquer les traités et donc de considérer que ce serait en quelque sorte une association dans laquelle on choisit ses règles. Pour les autres, de ne plus en payer les cotisations. Et ce serait un syndicat de copropriété. On ne paie plus les charges communes. Dans les deux cas, c'est une sortie de l'Europe. Ils proposent, les uns et les autres, les deux extrêmes, de remettre en cause nos institutions qui, face à la COVID comme face à la guerre, ont démontré leur efficacité. Ils proposent, les uns et les autres, de fragiliser l'unité du pays qui nous a permis de faire face aux crises et nous permettra de tenir. Il faudrait préférer ou l'affrontement classe contre classe ou religion contre religion ou origine contre origine, alors que la force de notre pays, c'est celle de la République. Citoyennes, citoyens, avec des différences d'origines, de classes, de philosophie, certains qui y croient et d'autres qui ne croient pas, mais des droits et des devoirs à tenir et un commun qui nous lie. Et les mêmes, les deux extrêmes, dans une confusion inédite dans notre histoire politique, remettent en cause la liberté d'entreprendre, le soutien à l'investissement, la compétitivité et l'attractivité, au fond, le choix même de notre indépendance agricole, économique et énergétique, quand on parle du renoncement des uns au nucléaire ou de la sortie complète des renouvelables chez les autres. Or nous l'avons vu dans la période que nous avons parcourue, notre pays a besoin d'être fort, il a besoin d'une liberté d'entreprendre, il a besoin de réformes profondes pour qu'on puisse embaucher plus facilement — nous connaissons aujourd'hui encore des difficultés — et d'un Etat qui sait accompagner dans les moments difficiles pour protéger, comme pendant la période COVID, pour relancer comme nous l'avons fait avec France Relance au plus près des territoires, en adaptant ces instruments aux réalités du terrain, à la ruralité et aux métropoles. Il y a besoin d'un pays attractif où les investissements du monde entier peuvent venir chez nous pour aider à créer de l'emploi. Faire le choix de tourner le dos à la mondialisation, d'expliquer que le repli nationaliste serait une solution ou faire le choix d'interdire et de remettre en cause la liberté d'entreprendre ou d'innover dans notre pays dans un projet qui est fait essentiellement d'interdictions et de taxations, c'est faire le choix de nous affaiblir. On peut avoir des différences sur les rythmes de telle ou telle réforme, sur telle ou telle chose, mais j'insiste ici sur ce point : tout ce qui affaiblit notre capacité à embaucher, à produire, à créer de la richesse et de la valeur affaiblit le pays mais affaiblit aussi la capacité à financer un modèle que ceux qui sont en train de proposer de l'affaiblir, défendent. A l'extrême droite, on nous explique qu'il faut financer davantage pour la sécurité. Les chiffres que j'évoquais tout à l'heure vont au-delà de tous les programmes que l'extrême droite a pu porter. Nous sommes plus ambitieux. Mais comment financer, ce que j'expliquais pour notre gendarmerie, notre magistrature ou autre, si nous ne créons pas de la richesse ? Et comment ceux-là qui nous expliquent qu'il faudrait dépenser plus pour la sécurité créent une richesse en fermant le pays, en opposant Françaises et Français en fonction de leur origine, en expliquant que l'international n'est pas le bienvenu et qu'il faudrait sortir de l'Europe. Et de l'autre côté, en interdisant la liberté d'entreprendre, en taxant ceux qui investissent sur notre sol, en rendant l'embauche quasiment impossible, comment financer un modèle social ? Nous avons le modèle social le plus ambitieux d'Europe. Nous sommes le pays qui a le plus protégé pendant la crise COVID, de nos artistes à nos artisans et commerçants, à nos personnes les plus vulnérables mais nous pouvons le faire que parce que nous

produisons. Et donc il faut avoir aussi le courage de porter ces équilibres qui sont ceux de la Nation : le projet d'égalité, le modèle social n'est finançable que parce qu'il y a aussi un projet productif et une capacité à créer, à avancer. Au fond, ce que propose l'extrême droite comme l'extrême gauche, c'est de revenir sur tout ce qui a permis à la France d'être plus forte et de tenir face aux crises passées. Revenir sur tout en étant souvent contre tout. Vous l'avez vécu parfois sur vos territoires. Nous pouvons, oui, mener des projets, produire, innover, oser tout en respectant les équilibres de paysage, les équilibres de la nature. Là aussi, il nous faut innover, organiser différemment. Mais lutter contre tout, empêcher tout projet, c'est simplement décider d'affaiblir la République, de l'affaiblir dans ses ambitions, de l'affaiblir dans sa capacité à porter sa propre solidarité, parce qu'il n'y a pas de progrès social que nous ne finançons par la richesse créée, il n'y en a pas. Ce sont des mirages ou des mensonges. Un progrès social qu'on ne sait pas financer, c'est un progrès social qu'on financera par un impôt caché ou une dette que nous laisserons à nos enfants. Pour cela, il nous faut tenir le projet de la Nation comme un tout. C'est pourquoi je crois, dans le moment où nous parlons, que rien ne serait plus dangereux que d'ajouter au désordre mondial, un désordre français qui proposent les extrêmes. Non. Dans cette période délicate, il faut à la France non pas des alliances de circonstance sur des places, des idées sacrifiées pour des postes, non pas des postures de désinvolture comme aventure, mais de la cohérence, de la compétence et de la confiance. De la cohérence dans la défense des valeurs républicaines. On peut avoir des différences de sensibilités politiques, c'est une richesse de la démocratie. Mais je ne transigerai jamais avec celles et ceux qui remettent en cause, comme je l'ai évoqué tout à l'heure, les valeurs fondamentales de la République. Et c'est une cohérence. On ne peut pas proposer un projet d'avenir à nos compatriotes en remettant en cause le principe d'égalité. On ne peut pas proposer un projet à nos compatriotes en bafouant la fraternité. On ne peut pas proposer un projet d'avenir en remettant en cause la liberté. On ne peut pas proposer un projet d'avenir en bafouant la laïcité. Non, cette cohérence, c'est celle qu'ont porté tous mes prédécesseurs quelles que soient leurs différences de sensibilités politiques durant la Cinquième République. Et c'est ce qui fait notre force. La compétence, c'est celle de ministres, de parlementaires dont l'expérience sera essentielle pour protéger les Français face aux crises et projeter le pays vers l'avenir, comme la compétence de notre administration, de nos élus de terrain, de l'ensemble de nos élus est indispensable. La confiance, car mieux vaut, dans le contexte d'instabilité géopolitique, de risques inflationnistes, une France crédible vis-à-vis de ses partenaires internationaux comme des marchés financiers qu'un grand bouleversement qui se traduirait inévitablement par un rendez-vous en terre inconnue. La confiance, c'est celle qu'on doit avoir au sein d'une nation entre nous, mais c'est celle aussi que nous devons inspirer à nos voisins, nos alliés, nos partenaires, celles et ceux qui nous aident à être plus forts et à avancer. Cohérence, compétence et confiance plutôt que posture, désinvolture et aventure, voilà le premier enjeu à mes yeux du 12 juin à venir. Il s'agit pour le pays de se choisir des représentants capables de faire bloc avec le Président de la République, le Gouvernement, pour affronter dans l'unité les crises à venir et relever les défis du temps. Il s'agit de préférer toujours l'indépendance, l'ordre, l'unité à la soumission, au désordre, à la vision, de choisir un projet d'avenir, et les solutions du passé, de choisir ce projet de solidité, non pas pour préserver les choses comme elles sont, mais pour enclencher un mouvement de création juste, celui qu'avec vous je veux pouvoir porter dans les années qui viennent, car ils sont nombreux, et je veux que nous puissions agir dès les prochaines semaines sur la base de cette confiance que j'appelle de mes vœux des Françaises et des Français. L'urgence, vous le vivez toutes et tous, c'est l'inflation, le pouvoir d'achat. Je le dis ici avec beaucoup de gravité et de considération parce que les vies sont difficiles pour beaucoup de nos retraités qui, après une vie de labeur, voient aujourd'hui des fins de mois de plus en plus difficiles, pour évidemment beaucoup de nos compatriotes qui vivent des minima sociaux et de la solidarité nationale, et pour beaucoup de femmes et d'hommes qui travaillent dur et qui, en raison de l'augmentation de tous, souffrent aujourd'hui de ne plus pouvoir finir le mois. Nous avons déjà apporté une réponse, et je le dis ici, qui est inédite par rapport à nos voisins. L'Espagne voisine a une inflation plus de deux fois supérieure à la nôtre, pourquoi ? Parce que nous, nous avons mis en place dès l'automne dernier un bouclier pour éviter au gaz de flamber, à l'électricité d'augmenter plus qu'elle n'avait déjà fait. Il faut le faire dans cette période, la plus intense. Mais c'est une inflation qu'on importe, c'est un impôt de l'étranger, si je puis dire, cette inflation que nous vivons. Et donc, on fait ça pour éviter qu'elle se diffuse. Mais il nous faudra dans les prochaines semaines, permettre, comme je m'y suis engagée, d'accompagner les travailleurs, les retraités, évidemment, les fonctionnaires, l'ensemble de celles et ceux aussi qui vivent des minima, pour que nous puissions avoir un accompagnement juste dès l'été. Cette réponse de court terme, elle a aussi une réponse plus profonde. Et tous ces mécanismes devront ensuite être, si je puis dire, concentrés sur celles et ceux qui en ont le plus besoin. C'est le travail la meilleure réponse au pouvoir d'achat, c'est de continuer de créer des emplois, de permettre à des gens qui n'ont pas d'emploi de mieux gagner leur vie par le travail, et pour celles et ceux qui travaillent, de mieux gagner leur vie dans le travail. C'est aussi pourquoi, dès cet été, je veux pouvoir faire voter une réforme sur laquelle je me suis engagé, celle du dividende salarié, c'est-à-dire d'un meilleur partage de la richesse qui, en même temps, est conciliable avec la compétitivité de notre économie, c'est-à-dire permettre aux entreprises, au moment où elles font des bénéfices et où l'activité est bonne de pouvoir mieux les partager, les unes par de la participation et de l'intéressement, les autres par la prime de pouvoir d'achat que nous porterons jusqu'à 6 000 euros sans charges ni impôts. Vous voyez donc qu'à travers ce mécanisme, on pourra davantage gagner par le travail, et répondre à ce défi du pouvoir d'achat. Ça, c'est l'urgence, et c'est dès cet été ce qu'il faut pouvoir enclencher. Mais dès cet été aussi, il faut pouvoir enclencher quelques autres chantiers d'envergure. C'est le travail que j'évoquais tout à l'heure. Combien d'entre vous ici, leur principale difficulté est de trouver des femmes et des hommes à embaucher. Qui dans leur restaurant ? Qui dans leur commerce, dans leur exploitation agricole, dans leur entreprise ? C'est une réalité du pays. Et dans

ans leur commerce, dans leur exploitation agricole, dans leur entreprise ? C'est une réalité du pays. Et donc, nous devons continuer les réformes pour avoir des forces vives et rendre évidemment le travail beaucoup plus incitatif, qu'il soit mieux payé, former mieux celles et ceux qui demandent l'emploi, regrouper l'ensemble de nos acteurs, collectivités locales, pôle emploi dans un acteur unique, mieux accompagner, aller beaucoup plus vite et permettre d'aller vers le plein emploi. Le faire en continuant d'adapter nos règles, en investissant sur la formation et en continuant ce que nous avons commencé sur l'apprentissage qui a été un formidable succès ces années. On a transformé notre apprentissage en l'adaptant aux besoins de la Nation. Nous devons continuer d'adapter nos formations tout au long de la vie, réformer notre lycée professionnel et continuer de mener le travail pour l'apprentissage en formant des jeunes et des moins jeunes dans les qualifications où il y a des débouchés. C'est indispensable. Ce chantier-là, il faut l'entreprendre dès cet été parce que c'est ça qui nous rendra plus forts. Dès cet été aussi, il nous faudra lancer le chantier de la retraite qui est à la fois celui qui nous permettra progressivement de travailler plus longtemps en s'adaptant aux cycles de vie, et comme le font nos voisins, en le faisant de manière juste, progressive et concertée, en accompagnant mieux celles et ceux qui ont eu des carrières plus difficiles, en préservant les carrières longues et en revalorisant les retraites de celles et ceux qui ont travaillé toute une vie, en portant cette retraite minimum à 1 100 euros. Il nous faudra aussi, dès l'été, lancer ces grands projets de planification écologique. Face au désordre que j'évoquais, nous avons beaucoup avancé ces dernières années. Mais si j'ai confié, comme je m'y étais engagé, ce rôle à la Première ministre avec deux ministres à ses côtés, c'est qu'il nous faut aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Mais savoir marier les équilibres de nos territoires, le progrès et l'ambition économique avec la planification écologique et la lutte contre le dérèglement climatique et pour la biodiversité. Ceci va passer par une planification de notre politique énergétique inédite, reposant sur le renouvelable et le nucléaire et la sobriété énergétique et une planification avec nos territoires. Les régions, les départements, les communes et les intercommunalités auront un rôle clé pour les accompagner dans une véritable révolution de nos vies quotidiennes, sur la manière de nous déplacer, de nous loger, de nous organiser sur le territoire et les solutions sont diverses, c'est pour cela qu'elles doivent être territorialisées. L'objectif que nous devons nous donner à cet égard, c'est la neutralité carbone 2050 et donc accélérer cette transition.

Dès cet été aussi, nous devons relancer ce projet France 2030 qui, s'appuyant sur ce que France Relance a permis de bâtir, va de l'agriculture à l'industrie en passant par les industries culturelles et créatives nous permettent d'innover davantage sur notre sol dans tous les territoires, au plus proche de ces derniers, en accroissant l'effort de la nation pour l'innovation et la recherche, mais évidemment, l'aide à l'investissement. Nos agriculteurs ont besoin qu'on les aide à produire mieux, à résister à la concurrence internationale tout en respectant mieux le climat, on continuait à monter en qualité, ce qui est leur ambition. Notre agriculture est une force, nos industriels aussi, et donc nous devons continuer de réindustrialiser le pays. Et ce France 2030 est la clef de voûte de notre indépendance alimentaire, industrielle et énergétique. Nous l'avons vécu pendant la crise COVID, nous le revivons avec la guerre. Notre pays qu'on croyait si fort a des vulnérabilités. C'est que nous nous étions habitués à ce que beaucoup de choses qui paraissaient sans valeurs, très simples, nous en avons perdu le contrôle et les chaînes de valeur étaient au bout du monde. Il nous faut relocaliser certaines de ses productions et donc investir pour le faire. C'est bon pour le pays, c'est bon pour notre indépendance. Et cette indépendance est à bâtir à l'échelle de la France, mais évidemment, à celle de l'Europe. Et puis dès cet été, il nous faut lancer, entre autres, deux projets majeurs d'investissement : celui pour la santé et l'éducation.

J'évoquais nos services régaliens, mais rebâtir et renforcer nos services publics, c'est acter que nous avons besoin d'un investissement, mais surtout d'un réengagement profond de toute la nation pour notre école et pour notre santé. Ce sont deux combats majeurs, deux investissements dans l'humain avec des fragilités que nous avons vécues ces dernières années, qui sont dues parfois à des choix que la Nation avait fait, il y a plusieurs décennies, de ne plus former assez de soignants, mais aussi à des tensions croissantes qui font qu'au fond, toutes les contraintes de la société sont parfois venues se porter sur certains endroits et une difficulté à retrouver le sens de la mission, ce qu'on retrouve parfois à l'école. Et donc, le choix avec vous que je veux faire pour notre école, notre santé, c'est de réinvestir pour continuer, comme nous l'avons fait avec le Ségur, de revaloriser les carrières, d'améliorer les choses, d'investir aussi profondément pour moderniser nos hôpitaux, nos écoles, mais de le faire avec une méthode nouvelle. Nous voulons réussir cette bataille essentielle, lutter contre les déserts médicaux qui fait que dans beaucoup de nos territoires, on n'arrive plus à trouver certains spécialistes. Parfois, on n'arrive plus aujourd'hui à avoir de médecins traitants. Si nous voulons partout maintenir nos écoles et avoir des enfants et des adolescents formés, faits citoyens, comme aurait dit nos aïeux de la Troisième République, nous devons là aussi savoir réinvestir si nous voulons réparer nos urgences, qui vivent une crise profonde aujourd'hui. Il nous faut réinvestir et il nous faut pour ça décider d'investir budgétairement ce qui était dans le projet et ce qui demeure dans le projet que j'ai porté et que je défends devant vous. Mais il nous faut changer la méthode. Et donc, construire dans les semaines qui viennent le cadre d'une méthode, mais pouvoir la décliner localement dans les quelque 1 200 bassins de vie. Parce que la réalité est différente, parce que le défi que vous avez ici en matière santé n'a rien à voir avec celui de Cherbourg, où j'étais la semaine dernière. Là-bas, c'est un problème aux urgences. Ici, c'est un problème de difficultés d'accès à des médecins généralistes, à avoir une vraie continuité des soins. Et donc, il faut permettre en 3, 4 mois à chaque territoire d'exprimer clairement les besoins et de proposer des solutions pour affecter des médecins en fin de formation de manière privilégiée, pour permettre de déployer plus de moyens pour attirer des médecins venant d'être formés, pour accompagner et permettre de déléguer certaines missions à des paramédicaux et permettent d'avoir infirmier ou pharmacien de référence, pour permettre de dégager du temps de professionnels de santé et en mettre plus ici. Réorganiser notre offre de santé sur le terrain dépend que ces

situations soient portées par des médecins, infirmiers, aides-soignants, pharmaciens, kinésithérapeutes, élus, associations de patients, de la même manière pour l'école, s'inspirant de ce que nous avons lancé comme expérimentation à Marseille. Répondre à nos défis, c'est mettre autour de la table nos enseignants, nos directrices et directeurs d'établissements, le périscolaire porté par des associations et les communes, nos élus, les parents d'élèves et de leur demander de bâtir des propositions, des solutions techniques très concrètes. Au fond, ce que je veux, ce n'est pas simplement investir, mais permettre de retrouver le fil de cette République des solutions et du concret au fond du pragmatisme. Parce que, fort des 5 années qui viennent de s'écouler, je peux vous dire qu'il y a des sujets où la solution est univoque et uniforme sur le terrain. Il en est où ce n'est pas du tout le cas. Nos concitoyens, sur ces sujets comme sur d'autres, ont besoin de capacité à innover, à bâtir des solutions, de moyens de faire. C'est donc ce que nous ferons dès les premiers mois. Cette méthode, c'est celle que j'ai voulu présenter à travers cette notion d'un Conseil national de la refondation qui consiste à dire, dès les prochaines semaines, nous réunirons toutes les forces politiques, économiques, sociales, associatives avec un Parlement, Assemblée et Sénat pour pouvoir construire le cadre national qui permette de partager le constat sur la situation du pays et les responsabilités, les grands mode d'organisation et puis localement ensuite, nous devons descendre pour bâtir ces solutions au plus près du terrain dans les mois qui viennent. Au fond, savoir rénover notre démocratie dans sa pratique pour davantage associer, donner plus de liberté en assumant plus d'investissements. Pour faire tout cela, je vous l'ai dit en toute transparence, il va falloir investir massivement pour réindustrialiser, pour réussir la transition écologique et pour nos services publics. Pour le faire, je ne veux ni impôts ni dette. C'est l'engagement que j'ai pris et je le dis clairement devant vous aujourd'hui. Les impôts continueront de baisser conformément au projet que j'ai porté. Et la dette, nous devons commencer à la rembourser en 2026 et donc la stabiliser avant. Le seul moyen d'y répondre, c'est de créer davantage de richesses. Et donc le seul moyen de financer ce projet de réinvestissement dans la nation, et donc d'unité de la nation, c'est d'aller vers le plein emploi et de pouvoir aider au retour au travail de tous nos compatriotes qui n'y sont pas, et c'est de travailler plus longtemps progressivement, à mesure que l'espérance de vie en bonne santé s'allonge, parce que c'est le seul moyen de pouvoir financer la solidarité pour les plus jeunes et les plus âgés pour lesquels nous allons bâtir une politique d'autonomie. Et je vous le dis ici avec beaucoup de clarté : il n'y a pas d'argent magique. Et que les projets qui seront présentés dans quelques jours, et dès le 12, soient clairs ! Comment ils le financent ? Ils le financent par des impôts cachés ou par une dette qui nous fragilisera encore davantage. Et ceux ne le financent pas tout en supprimant de l'activité économique est un programme d'impôts massifs à venir. Il faut être clair et ferme sur tous ces sujets. Vous l'avez compris, j'ai avec vous, à vos côtés, beaucoup d'ambition, et d'ambition pour au fond rendre notre pays plus fort, plus indépendant, regarder lucidement ses fragilités qui ne sont pas une fatalité, mais retrouver la force de notre République pour tous ses territoires. Et je le dis ici au cœur de notre ruralité française, les réalités de notre territoire sont multiples. C'est une force, pas une faiblesse. J'ai souvent entendu là aussi durant ces derniers mois des parts de France être opposées l'une à l'autre. Il y avait une France qu'il était bon d'aimer, une autre qu'il fallait presque insulter. On vous a parfois expliqué que la ruralité était rétrograde et, de l'autre côté, les autres nous expliquaient que les métropoles étaient des monstres qui captaient toute l'énergie. Ni l'un ni l'autre, la France est faite de tous ses territoires qui sont une chance. Ce qu'il nous faut réussir à bâtir, ce sont des projets adaptés à nos territoires, comme nous l'avons fait avec "Petites villes de demain", "Action cœur de ville", "l'Agenda pour la ruralité", permettant de recréer ici un commerce, là un café avec le programme Mille cafés, ici une ligne de chemin de fer qui avait été fermée, là une route ou un projet d'autoroute comme le sud du département a pu en connaître et que nous avons décidé. Vous l'avez compris, la cohérence de la nation est dans la réconciliation de nos territoires, en bâtissant là aussi de nouvelles méthodes pour coopérer, pour mieux partager la richesse entre les métropoles et leurs périphéries, et pour permettre à nos ruralités de trouver de nouvelles perspectives, en aidant celles et ceux qui y entreprennent, dans le tourisme, dans l'agriculture, dans l'industrie ou le commerce, et de les accompagner au-delà de ce que nous avons fait pour la relance, mais de permettre aussi d'inventer des formes nouvelles de coopération entre nos territoires. L'expérience de la COVID nous a tous fait ressentir un changement de logique. Et je suis sûr d'ailleurs que dans vos communes vous le voyez déjà. Le temps de nos vies s'organise différemment. Beaucoup de gens travaillent à un endroit et maintenant, vivent dans un autre, veulent une qualité de vie là, font pour partie du télétravail, aménagent leur vie et de ce fait, notre territoire différemment. À nous de savoir y répondre par les politiques adaptées et les bons investissements. Voilà, Mesdames et Messieurs, dans ce département du Tarn et en commençant à parler de sécurité, les quelques mots que je voulais partager avec vous pour vous parler du pays, de la situation difficile d'aujourd'hui, mais surtout de notre avenir et de le faire avec ambition et lucidité. Je ne vous dis pas que tout sera simple. Ce serait impossible. Mais ne croyez pas celles et ceux qui disent que tout est impossible. Je vous dis que le désordre est partout, mais nous, nous avons la possibilité d'être solide et d'affronter ce qui nous attend. Dans ce département qui a vu grandir un grand républicain, Jean JAURÈS, je voulais citer une très belle phrase de celui-ci : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho de notre âme, de notre bouche et de nos mains, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. » Ce grand républicain, ce grand socialiste, ce grand Français qui a su avoir le courage aussi de ne pas céder à une Europe qui s'est divisée face à la guerre, qui est parfois convoquée par celles et ceux qui sont dans les huées fanatiques et le refus de la vérité, prodigue quelques citations de bon sens, parfois bonnes à rappeler. Je suis convaincu que nous sommes un peuple courageux. Les Français courageux et donc aimant la vérité et sachant qu'on ne bâtit aucun idéal sans partir du réel, les Français ne céderont rien à l'extrémisme, d'où qu'ils viennent. Rien à ceux qui, par leurs déclarations, leurs

contestations parfois de la légitimité de l'élection s'éloignent du champ républicain. Je suis convaincu que face à ceux qui veulent opposer et diviser, cliver, les Français choisiront l'unité et le rassemblement, qu'ils choisiront ce dépassement des clivages que je défends depuis le premier jour et que je veux, en associant davantage les Françaises et les Français aux décisions, en associant davantage les élus locaux, l'ensemble des forces vives de la Nation rendre encore plus fort. Je vous invite à choisir le plein emploi, l'indépendance française, la France comme grande Nation écologique. Et donner une chance à tous nos enfants en transformant notre école et accompagner chacun face aux aléas de la vie en changeant notre système de santé. Je vous invite à choisir la protection de votre pouvoir d'achat, de vos économies autant que la projection du pays vers l'avenir. C'est pourquoi, à mes yeux, dès le 12 juin, il nous faut suivre la voie de la cohérence, de la compétence et de la confiance. Dès le 12 juin, faisons-en conscience le choix solide de la clarté républicaine sans concession, sans rien retrancher. Dès le 12 juin, faisons le choix de l'avenir, de la bienveillance et de l'ambition. Au fond, de l'espoir. Parce que la République qui nous protège et nous a tant protégés, aujourd'hui, c'est à nous de protéger et de la choisir.

Vive la République et vive la France !